

**CONSEIL MUNICIPAL DU 21 JANVIER 2026**  
**DELIBERATION N°2026-04**

Envoyé en préfecture le 22/01/2026

Reçu en préfecture le 22/01/2026

Publié le

ID : 030-213000474-20260122-2604DEL-DE



Le 21 janvier 2026 à 18 heures, le Conseil Municipal de la Commune de Bouillargues, convoqué le 15 janvier 2026, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, salle du Conseil Municipal, sous la Présidence de M. Maurice GAILLARD, Maire.

**PRESENTS (15) :** M. GAILLARD, M. SEGUELA, M. DUPUIS, Mme GARNIER, Mme CAZALET, M. FOSSEY, M. BERTHOUOT, Mme TRONC, Mme MAURIN, M. ALDEBERT, Mme ETEVE, M. MEYRUEIS, Mme CHAPUS, Mme HERITIER, Mme CHAHABIAN.

**ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION (5) :** Mme MALLET à M. SEGUELA, M. CARDIN à M. GAILLARD, Mme MARCHAND à Mme CAZALET, M. BELIN à M. DUPUIS, Mme LEGENDRE à Mme GARNIER.

**ABSENTS (7) :** Mme SANTANACH, Mme BATTE, M. MALLET, M. de GOURCY, M. YANG, M. JOUBERT, Mme FERRAND.

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme GARNIER.

**MATERIEL D'INVESTISSEMENT**

M. SEGUELA, Adjoint au Maire délégué aux finances, rappelle que seuil en dessous duquel les biens meubles sont comptabilisés en section de fonctionnement est fixé à 500 € TTC. Il précise cependant que peuvent être imputés en section d'investissement, les biens meubles d'un montant inférieur à 500€, à condition notamment qu'ils revêtent un caractère de durabilité et qu'une délibération annuelle soit prise.

Vu l'arrêté du 26 octobre 2001 (n°NOR/INT/B0100692A) relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local pris en application des articles L2122-21, L3221-2 et L4231-2 du code général des collectivités territoriales (journal officiel du 15 décembre 2001),

Vu la circulaire n°INTB0200059C du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local,

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur, M. SEGUELA, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire délégué aux finances,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
LE CONSEIL MUNICIPAL  
DECIDE A L'UNANIMITE**

- D'autoriser le M. le Maire ou son représentant à imputer les biens meubles mentionnés ci-dessus, d'un montant inférieur à 500 € TTC en investissement en 2026 dans la limite des crédits inscrits au budget,
- D'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tous les documents se rapportant à la présente délibération.

Pour extrait conforme

Le Maire,  
Maurice GAILLARD

Certifié exécutoire par M. le Maire, compte tenu de :

La réception en Préfecture le :

L'affichage/publication du :

*Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois, à compter de présente publication. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télerecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)."*